

Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)

Revue Africaine de Communication



RAC , Nouvelle série, Numéro 7, 2025

COMMUNICATION POLITIQUE & CRISES CONTEMPORAINES



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



COMMUNICATION POLITIQUE ET CRISES CONTEMPORAINES

Sous la direction de

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Yacine DIAGNE,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Mamadou Diouma DIALLO,
Université Gaston Berger (Sénégal)

Nouvelle Série / Numéro 7

Décembre 2025

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro 7, Décembre 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Alioune DIENG, Professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Marc-François BERNIER, Professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien AT CHOUA, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric LAMBERT, Professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Anne PIPONNIER, Professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya DIABI, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie LENOBLE-BART, Professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge THÉOPHILE BALIMA, Professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola SONCINI, Professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Modou NDIAYE, Professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules BIZIMANA, Professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor FAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Marième Pollène NDIAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Namoin YAO - BAGLO, Maître de conférences (CAMES), ISICA/Université de Lomé (Togo)

Moustapha MBENGUE, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Djibril DIAKHATÉ, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Kouassi Sylvestre KOUAKOU, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Sokhna Fatou SECK SARR, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION :

Diégane SÈNE, Maître de conférences (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Aminata KANE, Maître-assistante (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop

Dr Fatoumata Bernadette SONKO, Maître-assistante (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Sahite GAYE, Maître-assistant (CAMES), Université Cheikh Anta Diop

Dr Dominique-François MENDY, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Abdou DIAW, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Ngagne FALL, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Moussa DIOP, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Alioune Badara GUEYE, CESTI, Université Cheikh Anta Diop



Revue Africaine de Communication
Nouvelle Série, Numéro 7, 2025

Édité par

**Alioune DIENG,
Professeur Titulaire,
Université Cheikh Anta Diop
Dakar, Sénégal**



**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
(CESTI)**

Décembre 2025

© **CESTI**

Revue Africaine de Communication

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Tous droits réservés

Site Internet de la Revue : <https://rac.ucad.sn/>

Maquette Première et Quatrième de couverture : Tiécoura Gueye,
CESTI, UCAD

Édition et Mise en page : Professeur Alioune Dieng
CESTI, UCAD

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66

Emails : infos.cesti@gmail.com; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Adresse :

Revue Africaine de Communication

CESTI/UCAD, BP 5005

Dakar-Fann

Sénégal

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)

Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

POLITIQUE ÉDITORIALE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

La *Revue Africaine de Communication* (RAC), qui s'adresse aux enseignants chercheurs, chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits, à caractère scientifique, sur les sciences, les pratiques et les technologies de l'information et de la communication dans le respect des normes internationales de conception, de rédaction et de présentation des travaux scientifiques.

De plus, elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études portant sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences et des techniques de l'information et de la communication est évident.

La RAC paraît une fois par an avec un numéro thématique

et/ou un numéro spécial. Selon la procédure en double-aveugle (*Double Blind Peer Review*), une version anonyme de chaque texte proposé est soumise à l'expertise de deux spécialistes en la matière, en vue de l'évaluation et, éventuellement, de la révision. À cet effet, les critères retenus sont la pertinence et l'intérêt du thème abordé, l'originalité de la problématique et de la démarche logique adoptée, la tenue stylistique de l'article ainsi que sa cohérence avec l'ensemble du numéro et de la Revue. Les contributions peuvent être acceptées, refusées ou donner lieu à des propositions de révisions pour l'auteur. En cas de désaccord entre les deux experts, le Directeur de Publication de la Revue soumet la contribution à une troisième évaluation. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité des auteurs.

En cas de publication, tous les droits sont transférés à la Revue (Voir Code d'Éthique de la *Revue Africaine de Communication*). Les auteurs sont invités à suivre le modèle de présentation et de mise en page des articles publiés par la *Revue Africaine de Communication* (titres, résumé et mots-clés, normes topographiques, références bibliographiques, etc.).

1. Le titre de la contribution

Titre en français et en anglais : police Book Antiqua 12, en gras, centré, interligne simple.

Nom, Prénom(s), premières lettres en majuscules, et affiliation(s) des contributeurs : police Book Antiqua 10, en gras, alignés à droite, interligne simple.

2. Introduction, Titres des parties, Conclusion

Police Book Antiqua 11, en gras, alignés à gauche, pas de retrait, interligne simple.

3. Résumé et Mots-clés de la contribution

- **Le résumé de la contribution** (500 signes au maximum): Rédigé en français et en anglais, police Book Antiqua 10, sans gras, sans italique, sans retrait, aligné à gauche, interligne simple.
- **Contenu du résumé** : Intérêt scientifique du thème et de

l'objet de recherche, délimitation du champ et du contexte de recherche, problématique, objectif et hypothèses de recherche, méthode(s) d'analyse et résultats attendus.

- **Mots-clés** : police Book Antiqua 10, pas de retrait, alignés à gauche, cinq mots en minuscules séparés par des virgules, première lettre du premier mot en majuscule (version française) ; premières lettres en majuscules, cinq mots séparés par des points virgules (version anglaise).

4. Plan de l'article

Il est souhaitable que le texte de l'article soit organisé à trois niveaux :

- section : 1, 2, 3, ... (style Titre 1, gras, taille de police 11, sans retrait) ;
- sous-section : 1.1., 1.2., ... 2.1., 2.2..., etc. (style Titre 2, gras, taille de police 11, retrait 1,27) ;
- sous-sous-section : 1.1.1., 1.1.2. ... 2.1.1., 2.2.2, etc. (style Titre 3, gras, taille de police 11, retrait 1,27).

5. Citations

- **Longueur, police, style, format** :

Les citations brèves (de trois lignes et moins) sont encadrées par des guillemets à la française, sans italique, police Book Antiqua11.

Les citations de trois lignes et plus : retrait 1,27 cm, Book Antiqua 10, pas de guillemets : « Étudiant les rapports entre l'hypertextualisation et l'animation numérique, Saemmer affirme :

Les mots sur support numérique prennent des couleurs, se coulent dans de nouvelles formes graphiques ; en se disposant librement dans l'espace, ils suggèrent une simultanéité caractéristique de l'image ; en s'animant, ils acquièrent une dimension plastique ; en s'hypertextualisant, ils deviennent palpables, touchables. L'un des enjeux centraux de mon livre *Matières textuelles sur support numérique* était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. J'ai essayé de montrer qu'en principe, les possibilités d'interaction et de mise en mouvement

du texte, les nouveaux rapports entre images fixes et mots animés, vidéos et lettres statiques sur l'interface numérique ouvrent le champ sémantique du texte vers de nouvelles significations (2008 : 63). »

▪ **Source de la citation :**

À la fin de la citation, on indique la source (entre parenthèses) : Nom de l'auteur, année de publication, éventuellement la page, précédée de deux points.

En cas de coupure importante ou d'omission dans la citation, il faut placer entre crochets les points de suspension pour la représenter :

« L'un des enjeux centraux de mon livre [...] était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. » (Saemmer, 2008 : 63).

▪ **Auteur(s) mentionné(s) après la citation :**

« En outre, l'opinion, « relayée au plus haut niveau de l'État, aspirait à une plus grande transparence administrative, à l'image d'autres grands pays démocratiques. » (Ermissé, 1988 : 205).

▪ **Citation de deux auteurs :**

« La communication politique a toujours présenté une dimension technique. Dans l'Antiquité grecque, la rhétorique en était la manifestation principale, qui permettait l'utilisation stratégique du discours à des fins de persuasion. » (Gerstlé & Piar, 2020 : 31).

▪ **Plus de deux auteurs :**

- Une première citation :

« Plusieurs virtualités cohabitent dans le débat nucléaire. » (Faivret, Missika & Wolton, 1980 : 9).

- Une deuxième citation des mêmes auteurs :

« Attaquer une idéologie est un exercice périlleux » (Faivret *et al.*, 1980 : 10) ou selon Faivret *et al.* (1980 : 10), « attaquer une idéologie est un exercice périlleux ».

▪ **Citation d'une institution :**

Lors de la première citation, le nom développé de l'institution est mentionné suivi de son abréviation :

« Dans le monde, une augmentation significative de la demande en eau est prévue dans les prochaines décennies. » (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture [UNESCO], 2017 : 1).

- **Dès la deuxième citation, l'abréviation suffit :**

« Les ressources en eau (eaux de surface et eaux souterraines) sont renouvelées à travers le cycle continu d'évaporation, de précipitations et de ruissellement. » (UNESCO, 2017 : 10).

- **Dictionnaire :**

Le relativisme est « une doctrine qui admet la relativité de la connaissance humaine ». (*Le Petit Robert*, 1989 : 1651)

Nota Bene : Pour certains dictionnaires comme celui de l'Académie française, le titre, le numéro de l'édition et le numéro de page suffisent.

- **Citation d'un auteur ayant publié plusieurs documents la même année :**

Si le slogan est l'instrument de la propagande idéologique et de la communication efficace, la rhétorique est une arme à double tranchant, dont la modalité peut être méliorative ou péjorative. Du point de vue rhétorico-pragmatique, les tropes tels que la métaphore ou la périphrase servent à l'expression de l'hybridité linguistique, en faisant s'affronter des points de vue narratifs sur le thème de l'immigration. (Dieng, 2020 a : 54)

Avoir de l'esprit est un atout considérable dans la discussion, mais il se transforme en défaut majeur lorsqu'il s'agit d'éprouver la raison. La prééminence de l'esprit de finesse sur le jugement ne nie pas l'importance de la raison, mais elle permet à l'humaniste de distinguer le champ de la communication de celui du raisonnement philosophique et à élaborer les grands principes d'une éthique du jugement. (Dieng, 2020 b : 362)

- **Plusieurs auteurs de différentes œuvres cités simultanément :**

« Les enjeux de l'information et de la communication ouvrent des perspectives à la recherche. » (Boukacem-Zeghmouri & Rodríguez Bravo, 2019 ; Blanchard & Roginsky, 2020 ; Mattelart, 2016)

- **Citation d'un auteur par un autre auteur :**

« Un usage extensif de l'Internet a permis aux Zapatistes d'instantanément diffuser leurs informations et revendications au monde. » (Castells, 1997 [2010], cité par Mattelart, 2016 : 117)

Nota Bene : Lorsque la date de la première édition est mentionnée, celle de la dernière est mise entre crochets.

- **Ajout de mots dans la citation** : mettre les mots ajoutés entre crochets.

- **Paraphrase d'un texte écrit** :

« Pour Dieng (2024 : 39), "parole sans règle et parole sans foi destinées à faire perdre la face à l'interlocuteur, la polémique a partie liée avec le pouvoir et suscite de ce fait un questionnement dans ses rapports à l'éthique" ».

6. Ponctuation

Sauf exception (point d'exclamation ou d'interrogation), pas de ponctuation dans un titre. Entre le point ou la virgule et le mot qui les précède, il n'y a pas d'espace. En revanche, il y en a une, insécable, entre les guillemets à la française, les deux points, le point-virgule, les points d'exclamation ou d'interrogation et le mot. Les crochets et les parenthèses ne contiennent pas d'espace à l'intérieur, mais à l'extérieur.

On utilise exclusivement les guillemets à la française (« »), en prenant garde de placer une espace insécable après le guillemet ouvrant et avant le guillemet fermant. Les guillemets anglais doubles (" ") sont requis dans une citation de deuxième niveau, c'est-à-dire imbriquée dans une première citation.

7. Normes typographiques

Format : Document Word.

Police : Book Antiqua (BA), 11 pour le corps de l'article, 10 pour les citations.

Style : Normal

Reliure à gauche : 0 cm ;

Interligne : simple

Mise en page : custom size, 15/23 cm (File, Page setup, Paper size: custom size) ; marges : 2 cm (bas, haut, gauche, droite)

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.

Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; à partir de la première ligne 0 cm ; suspension : 0 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

8. Les tableaux :

Les tableaux sont titrés et insérés dans le texte, Book Antiqua (BA) 10. Pour chaque tableau, ne pas dépasser la moitié d'une

page de la revue ; sinon, il sera renvoyé en annexe à la fin de la bibliographie. Leur pertinence sera évaluée par les experts.

9. Notes de bas de page

Les notes en bas de page (police : Book Antiqua 10, suspension (hanging) 0,5 cm, Interligne simple). Ne sont acceptées que les notes qui apportent des informations complémentaires ou des précisions. Les références bibliographiques sont insérées directement dans le texte (voir **Citations**).

10. Bibliographie

▪ Format :

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.
Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; Interligne simple ; suspension : 0,5 cm
Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

▪ Monographie :

Nom, Prénom (date). *Titre du livre* [date de la 1re édition]. Lieu : éditeur, «collection».

▪ Ouvrage collectif :

Nom, Prénom (éd. / éds) (date). *Titre de l'ouvrage*. Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Chapitre d'un ouvrage collectif :

Nom, Prénom (date). Titre de la contribution (pagination : pp. X-Y). In Prénom Nom (éd. / éds), *Titre de l'ouvrage* (pagination). Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Article :

Nom, Prénom (date). Titre de l'article. In *Titre de la revue*, n° x, *titre spécifique à ce numéro* (si indiquée), Prénom Nom (éd./éds), pagination (page de début et page de fin séparées par un tiret).

▪ Article de revue avec volume et numéro de fascicule (version imprimée) :

Nom, Prénom (année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique, numéro du volume en italique* (numéro du fascicule entre parenthèses), numéros de pages.

▪ Revue complète (numéro spécial) (version imprimée) :

Titre du numéro ou du supplément ou du hors-série [Numéro spécial]. (Année). *Titre de la revue en italique, numéro du volume en*

italique (numéro du fascicule entre parenthèses).

▪ **Article de revue (version électronique) avec DOI:**

Article de revue issu d'un hors-série ou d'un supplément (version imprimée ou électronique) : Nom de l'auteur, initiale du prénom (Année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique (pas en forme abrégée et sans le sous-titre)*, (h.s.) ou (suppl.), numéros de pages. <DOI>

▪ **Article de quotidien (version électronique) :**

Nom de l'auteur, prénom (Année, jour mois). Titre de l'article. *Titre du quotidien*. <DOI> ou Accès adresse URL : <lien [Consulté le...]>.

▪ **Congrès/Colloque (publié) :**

Nom du ou des directeur(s), prénom(s) (dir.). (Année). *Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque*. Lieu : Éditeur.

▪ **Contribution d'un auteur à un colloque (communication publiée) :**

Nom de l'auteur, Initiale du prénom (Année). Titre du document. In Initiale du prénom de l'auteur de l'ouvrage. Nom de l'auteur (dir. ou éd.), *Titre de l'ouvrage : Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque* (pp. du document s'il y en a). Lieu : Éditeur.

▪ **Ressources Internet :**

- Mettre la **référence** précise, le **lien** entre guillemets simples <...> et la **date** de consultation entre crochets [...].
- **Article** : Nom, Prénom (2010). Titre. *Titre de la revue en italique*. URL entre guillemets simples (<...[Consulté le...]>) ou <DOI>
- **Livre électronique avec DOI** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. <DOI>
- **Livre électronique avec URL** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...]>.
- **Page ou Site Web** : Auteur ou Organisme (Année de publication). *Titre de la page consultée*. Date de la dernière mise à jour ou de copyright). Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...]>.

- **Texte législatif (version imprimée)** : Titre et date d'adoption du texte de loi ; Sigle (si existant), Recueil et Numéro.
- **Texte ou article législatif (version électronique)** : Titre et date d'adoption du texte ou de l'article de loi ; Sigle (si existant) ; Recueil et numéro ; Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Thèse** : Prénom Nom, Titre : sous-titre, nombre de pages, tomaison, Type de diplôme : Discipline et spécialité : Université (et / ou autres précisions telles que la ville) : Année (date de soutenance). S'il n'y a pas de date de parution, mettre l'abréviation s.d. (*sine datum*) à la place de l'année.

10. Abréviations

Éditeur scientifique : (éd. ou éds.)

Sous la direction de : (dir.)

Numéro d'édition : (éd. ; par exemple : 2e éd.) :

Sans lieu de publication : *sine loco* (s.l.)

Sans nom de l'éditeur : *sine nomine* (s.n.)

Sans date : *sine datum* (s.d.)

L'abréviation des pages se fait différemment en fonction du type de document :

- pour les chapitres d'ouvrage collectif et pour les articles de la presse quotidienne, les pages sont indiquées avec l'abréviation «p.» pour une seule page consultée et «pp.» pour plusieurs pages. Exemple : p. 7 ou pp. 7-14 ;
- pour les périodiques (revue, magazine), les pages sont indiquées sans abréviation. Exemple : 7-14.

11. Bibliographie sélective

- BLANCHARD, Gersende & ROGINSKY, Sandrine (2020). Introduction. Dossier – La professionnalisation de la communication politique en question : acteurs, pratiques, métiers. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1(1), 5-12. <https://doi.org/10.3917/enic.029.0005>
- BOUKACEM-ZEGHMOURI, Chérifa & BLANCA, Rodríguez Bravo (2019). Présentation du dossier 2019. Une information scientifique, entre évaluation et médiatisation. *Les Enjeux de*

- l'information et de la communication*, 2(2), 5-11.
<<https://doi.org/10.3917/enic.027.0005>>
- DIENG, Alioune (2020 a). Hybridité linguistique et réinterprétation de l'aventure ambiguë chez Fatou Diome. In *Réécriture et interprétation, Acta Iassyensia comparationis*, 26(vol.2), 51-62.
<http://literaturacomparata.ro/Site_Acta/issues/aic26/06%20Dieng_Layout%201.pdf>
- DIENG, Alioune (2020 b). L'expérience de l'enrichissement dans les *Essais de Montaigne. Akofena*, Revue scientifique des Sciences du langage, Lettres, Langues et Communication, n°002, vol. 1, 353-370.
- DIENG, Alioune (2024). *Éthique et argumentation polémique*. Dakar: Presses Universitaires de Dakar (P.U.D.).
- ERMISSE, Gérard (1988). Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000 (études rassemblées à l'occasion du XIe Congrès international des Archives. In *La Gazette des archives* (pp. 200-217), n°141, Actes du colloque de Paris, 22-26 août.
- FAIVRET, Jean-Philippe, MISSIKA, Jean-Louis, WOLTON, Dominique (1980). *L'Illusion écologique*. Paris : Seuil.
- GERSTLE, Jacques, PIAR, Christophe (2020). *La Communication politique*. Paris : Armand Colin, collection « U ».
- MATTELART, Tristan (2016). Déconstruire l'argument de la diversité de l'information à l'heure du numérique : le cas des nouvelles internationales. In *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2(2), 113-125.
<<https://doi.org/10.3917/enic.021.0113>>
- SAEMMER, Alexandra (2008). Le texte résiste-t-il à l'hypermédia ? In *Communication & Langages*, n°155, 63-79.
- UNESCO (2017). Les Eaux usées : une ressource inexploitée. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.
- WOLTON, Dominique (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)

Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

CODE D'ÉTHIQUE
DE LA

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

1. De l'évaluation des contributions scientifiques

En ce qui concerne l'évaluation de chaque contribution, le Directeur de Publication et les membres du Comité de Lecture et de Rédaction de la Revue sollicite l'avis d'au moins deux évaluateurs, selon le système de double-blind peer review (double-aveugle). L'évaluation des textes soumis à la *Revue Africaine de Communication (RAC)* prend en examen leur contenu scientifique, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, de croyance et d'orientation académique ou politique des auteurs. Sans accord écrit de la part de l'auteur, le matériel inédit des manuscrits soumis à la Revue ne peut pas être employé pour d'autres recherches. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique, le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent autrement à ne diffuser aucune information concernant les textes à des fins différentes des évaluations, des révisions, de l'édition et de la publication. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité de leurs auteurs.

2. Des obligations du Directeur de Publication

Le Directeur de Publication veille à l'exécution et au respect scrupuleux de la Politique éditoriale et du Code d'éthique de la *Revue Africaine de Communication*. Il définit, en collaboration avec le Comité scientifique et le Comité de Lecture et de Rédaction, la thématique annuelle de la Revue et supervise le processus de lancement, d'évaluation, de révision et de publication de chaque numéro. Il est la personne morale et administrative de la Revue. Garant de la notoriété, mais aussi de la qualité, de la conformité et de l'effectivité des travaux et des manifestations scientifiques de celle-ci, le Directeur de Publication supervise la collaboration entre les différents comités de la Revue, les évaluateurs et les contributeurs. Enfin, il la représente dans les autres instances et manifestations scientifiques.

3. Des obligations du Comité scientifique

Le Comité scientifique est tenu de respecter la politique et les principes éditoriaux de la *Revue Africaine de Communication* et doit aussi se conformer aux dispositions légales en matière de diffamation, de violation du copyright et de plagiat. Pour les prises de décisions, le Directeur de Publication de la Revue collabore avec le Comité scientifique. Les deux instances sont responsables de la publication finale des articles.

4. Des obligations du Comité de Lecture et de Rédaction

Le Comité de lecture et de Rédaction relève et vérifie les informations concernant les erreurs, imprécisions, conflits d'intérêts ou plagiat à l'égard d'une contribution, qu'il communique immédiatement au Directeur de Publication de la Revue, qui, à son tour, les notifie à l'auteur. Il vérifie ensuite le respect des modifications et des corrections formulées par les évaluateurs selon les critères fixés par la Revue. Au cas contraire, la Revue s'engage à entreprendre les actions nécessaires : éventuellement, l'article sera retiré de la version finale du numéro lancé. De façon générale, le Comité de lecture et de Rédaction apporte son aide au Directeur de Publication et à son équipe dans la révision, l'édition et la publication des contributions.

5. Des obligations des Évaluateurs

L'expert sélectionné ne se jugeant pas qualifié pour l'évaluation, ou sachant ne pas être en mesure de respecter les délais indiqués, doit notifier la décision au Directeur de Publication de la Revue. Il ne doit pas accepter l'expertise d'une contribution scientifique dans le cas d'un conflit d'intérêts dû à un rapport de compétition, de collaboration étroite, etc. avec les auteurs. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique et le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent à traiter les textes reçus comme des documents confidentiels.

Les évaluateurs s'engagent, quant à eux, à exprimer leurs opinions et recommandations, à les argumenter, documenter et illustrer dans le strict respect du secret professionnel. En outre, ils éviteront de les formuler de façon blessante. S'ils remarquent des passages plagiés ou bidonnés, ils ont l'obligation d'en informer le Directeur de Publication de la Revue. L'évaluation doit être effectuée avec objectivité, professionnalisme et discrétion. Les informations contenues dans les documents évalués demeurent confidentielles et, en aucun cas, ne peuvent faire l'objet d'autre exploitation.

6. Des obligations des Auteurs

Les auteurs s'engagent à garantir l'originalité des contributions, leur non-soumission en vue d'une autre publication lors des phases d'évaluation et de révisions des contributions. Par leur simple participation au numéro, ils acceptent aussi à n'employer des contenus ou des expressions d'autres auteurs qu'en indiquant toujours la source référencée. Les textes soumis n'ont jamais été publiés comme documents protégés par copyright dans d'autres revues ou dans des ouvrages collectifs déjà publiés.

En envoyant une contribution, l'auteur/les auteurs acceptent que, si le texte est approuvé pour la publication, tous les droits économiques, sans limites d'espace et avec toutes les modalités et technologies existantes ou à venir, sont transférés à la *Revue Africaine de Communication*. Dans le cas où un auteur noterait des erreurs significatives, des incohérences ou des imprécisions dans le document scientifique publié, il doit immédiatement le porter à la connaissance du Directeur de Publication de la Revue et

coopérer pour la rétractation ou la révision de la contribution proposée.

7. Accès, Reproduction, Distribution, Diffusion et Partage des Contributions scientifiques

Les contributions scientifiques à la *Revue Africaine de Communication* (RAC) sont disponibles en accès libre sur le site: <https://rac.ucad.sn>. Elles sont également archivées à la Bibliothèque nationale, à la Bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et à la Médiathèque du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information.

Les auteurs cèdent tous les droits de reproduction, de publication et de diffusion de leurs contributions scientifiques à la RAC. Par conséquent, ils acceptent toutes modifications formelles liées aux contraintes de leur mise en page et de leur mise en valeur.

De plus, les contributions publiées par la RAC, ne pouvant faire en aucun cas l'objet d'une autre publication, sont autorisées sous la Licence CC-by-nc-nd (autorisation de partager, copier, reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre originale par tous moyens et sous tous formats, sans modifications, dans un but scientifique, pédagogique ou promotionnel, sauf à des fins commerciales).

Les auteurs doivent être crédités de la paternité de leurs contributions et la source indiquée. Ce droit à la paternité des contributeurs est scrupuleusement respecté en cas d'utilisation de leurs oeuvres (Prénom, Nom, titre de la contribution, Nom de la Revue, Numéro, Année de publication, N° de la page d'où est tiré l'extrait).

SOMMAIRE

<i>Avant-propos</i>	I-XI
<i>Éthique de la violence et ethos politique</i> <i>Ethics of violence and political ethos</i> Alioune Dieng & François xavier Diémé	3-27
<i>Santé sans CFA : stratégies communautaires de prise en charge médicale en</i> <i>contexte de crise à Kédougou</i> <i>Health without cfa: community strategies and reinventing care in a crisis</i> <i>context in Kedougou</i> Babacar Cissé.....	29-57
<i>Gouvernance et communication politique en période de crise : comment</i> <i>comprendre les actions souverainistes de la transition malienne ?</i> <i>Governance and political communication in times of crisis: how can we</i> <i>understand the sovereignist actions of the Malian transition?</i> Hama Yalcouyé.....	59-77
<i>La lutte contre la « désinhibition écologique » dans les pays du sud global via</i> <i>la communication publique et les participations citoyennes à l'ordre</i> <i>environnemental : le cas amazonien</i> <i>Confronting ecological disinhibition through public communication and</i> <i>citizen participation adapted to the climate of impunity: the amazonian case</i> Pierre Cilluffo Grimaldi.....	79-102
<i>Les logiques manipulatoires des relations publiques en contexte électoral en</i> <i>république de Côte d'Ivoire</i> <i>The manipulative logic of public relations in the electoral context in the</i> <i>Republic of Côte d'Ivoire</i> Guillaume Yao Kouakou.....	105-126
<i>Désinformation et communication politique en ligne en temps de crise : le cas</i> <i>de la transition politique tchadienne en 2024</i> <i>Disinformation and online political communication in times of crisis: the case</i> <i>of chad's political transition in 2024</i> Kidana Alice Gali.....	127-148
<i>Bots, communication politique et polarisation numérique : dynamiques</i> <i>informationnelles lors de l'élection présidentielle sénégalaise de 2024</i> <i>Bots, political communication and digital polarization: information dynamics</i> <i>during the 2024 Senegalese presidential election</i> Papa Djibril Ngom & Kouassi Sylvestre Kouakou.....	149-176

Repenser la communication dans les opérations de soutien à la paix en Afrique
Rethinking communication in peace support operations in Africa

Abel Hubert Mback Wara.....177-195

*Radiodiffusions communistes et formation politique des militants de l'union
des populations du Cameroun (UPC) 1955-1971*
*Communist radio broadcasts and political training of militants of the union of
the peoples of Cameroon (UPC) 1955-1971*

Oumarou Gnebora.....199-224

*Presence et representation du Groupe Wagner dans les titres de presse: cas de
Jeune Afrique et de Le Monde (2022-2023)*
*Presence and representation of the Wagner Group in press headlines. The case
of Jeune Afrique and Le Monde (2022-2023)*

Sali Bouba Oumarou.....225-252

AVANT-PROPOS

Le numéro 7 de la *Revue Africaine de Communication* (RAC) est consacré au thème suivant : « Communication politique et crises contemporaines ». En effet, les crises contemporaines, qu'elles soient climatiques, sanitaires, économiques, sociales ou politiques, par leur caractère disruptif, se révèlent être des catalyseurs qui mettent à l'épreuve la solidité de nos systèmes politiques et sociaux. Elles imposent une réévaluation profonde des discours et des pratiques de communication politique. Dans un contexte mondial marqué par une défiance croissante à l'égard des institutions, une polarisation à outrance de l'opinion publique et une circulation ultra-rapide de l'information via les médias sociaux, la communication politique se trouve confrontée à un double défi. D'une part, elle est déstabilisée par la perte de maîtrise des flux informationnels et des narratifs ; d'autre part, elle se voit renouvelée par l'émergence de nouveaux outils et de nouvelles formes d'engagement citoyen.

Ainsi, comme l'a souligné Wolton (1989), la communication politique ne saurait se réduire à une simple transmission d'informations. Elle constitue un champ de tensions permanentes où s'affrontent des enjeux de légitimité et de pouvoir. Les crises récentes et actuelles exacerbent ces tensions sous-jacentes, opposant transparence, intégrité et contrôle de l'information, urgence et réflexivité, élitisme et populisme, réalisme politique et démagogie, sans oublier les tensions entre dynamiques géopolitiques mondiales et replis nationalistes. La manière dont ces crises sont gérées met en lumière les stratégies par lesquelles les acteurs politiques, les médias et les mouvements citoyens s'approprient, remettent en question ou réajustent leurs discours et leurs dispositifs communicationnels pour faire face à des défis sans précédent (Cardon, 2019).

Ce numéro thématique se donne à lire comme une démarche pour cerner la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyen(ne)s.

Étant donné le caractère interdisciplinaire des sciences de l'information et de la communication, il s'inscrit dans la problématique des changements multiples induits par les crises dans leurs différentes dimensions.

Par ailleurs, la communication politique en période de crise constitue un terrain conflictuel sur le plan informationnel, où la recherche de la confiance publique se confronte à une propagation exponentielle de la désinformation. Ce phénomène est généralement défini comme « une manipulation délibérée de l'information, des [faits] dans le but d'induire en erreur le récepteur et [d'altérer] ainsi son jugement, sa décision et son action » (Kouakou, 2023, p. 2). En d'autres termes, les faits, souvent complexes et incertains, sont sujets à des distorsions accentuées et présentés sous les vocables *fake news*, *deepfakes*, théories du complot et infox. Ces distorsions sont amplifiées par la viralité des réseaux sociaux, participant de l'ère de « post-vérité » (Bronner, 2013), où l'émotion et la croyance prévalent souvent sur les faits. La crise du Covid-19 a illustré de manière frappante comment des messages contradictoires et des *fake news* ont pu éroder la confiance envers les institutions et entraver les efforts de santé publique (Kouakou, 2021). De ce fait, la désinformation, particulièrement en contexte de crise, peut compromettre la crédibilité des institutions, exacerber les divisions sociales et rendre inefficaces les politiques publiques.

Dans ce point de vue, la polarisation politico-médiatique constitue un phénomène croissant dans les démocraties contemporaines, où les discours politiques se radicalisent à travers les médias traditionnels et les plateformes numériques. Cette dynamique exacerbe les clivages idéologiques et simplifie excessivement les débats publics les cantonnant à une vision binaire. Il pose ainsi des défis majeurs pour la démocratie, notamment en termes de désinformation, d'érosion de la confiance dans les institutions et de fragmentation de l'espace public (Bail, 2023).

Cette problématique s'inscrit dans un champ de recherche déjà riche, qui a longtemps étudié l'influence des médias, notamment télévisuels, sur les actions politiques (Bourdieu, 1996; Le Bohec, 2013). L'avènement des émissions politiques (Neveu, 2001 ; Delporte, 2012) et des nouveaux médias numériques a toutefois transformé les modalités de couverture de l'actualité politique. Certains travaux mettent en lumière leur influence sur l'opinion publique (Derville, 2017 ; Neveu, 2017), tandis que d'autres explorent leur impact sur la reconfiguration

du champ politique (Desrumaux et Nollet, 2021 ; Lalancette et Bastien, 2024).

Dans cette perspective, la communication politique se trouve aujourd'hui au cœur d'une crise de la représentation qui fragilise les démocraties contemporaines. Celle-ci, caractérisée par une défiance croissante des citoyens envers leurs représentants et les institutions, trouve ses racines dans un sentiment de déconnexion entre les attentes populaires et les réponses politiques. Les mouvements sociaux, comme les Gilets jaunes en France (2018), le Balai Citoyen au Burkina Faso (2013), le Printemps arabe en Afrique du Nord (2011) ou Y'en a marre au Sénégal (2011) illustrent parfaitement comment la communication politique peut être réappropriée par les citoyens pour contester l'ordre établi et proposer des alternatives. Ces mouvements, souvent nés des contextes de marginalisation politique, économique et sociale, ont su créer une synergie entre l'art, la politique et la communication en ayant recours à des symboles forts, à des récits mobilisateurs et à des outils de communication moderne pour amplifier leurs revendications et contourner les structures traditionnelles du pouvoir (Frère, 2015). Pierre Rosanvallon, dans *La contre-démocratie* (2006), souligne que cette défiance n'est pas un phénomène passager, mais une caractéristique structurelle des démocraties modernes, où les citoyens réclament davantage de transparence, de participation et de légitimité.

Dans ce contexte, la communication politique joue un rôle ambivalent. D'un côté, elle est souvent perçue comme un outil de manipulation ou de propagande, renforçant la méfiance des citoyens. De l'autre, elle possède le potentiel de renouer le lien entre les institutions et les citoyens, à condition de se transformer en un véritable espace de dialogue participatif. Cette dualité invite à une réflexion approfondie sur les dynamiques actuelles de la représentation politique, le rôle des médias dans la construction de l'opinion publique et les nouvelles formes de participation citoyenne.

Ainsi, il va sans dire que les crises, par définition, constituent des moments de rupture qui, en générant de l'incertitude, déstabilisent l'ordre établi au sein des sociétés. Dans ces contextes où les repères sont brouillés et la confiance envers les

institutions mise à l'épreuve, la communication devient un levier stratégique pour expliquer, rassurer et influencer l'opinion publique. Elle offre une grille de lecture de la crise pour orienter le cadre interprétatif (*framing*), façonner les représentations sociales (Entman, 1993 ; Correa 2022) et conditionner les comportements collectifs.

La récente crise sanitaire de la Covid-19 a montré le rôle déterminant de la communication dans la stratégie de riposte pour lutter contre la pandémie. Dans un contexte marqué par la gestion de l'incertitude, où les gouvernants ont été contraints de prendre des décisions impopulaires ou coercitives, le recours à la rhétorique politique a constitué un outil de gouvernance pour créer une « ingénierie du consentement » (Bernays, 1928) et favoriser l'adoption de comportements « sains ». Il fait appel au nécessaire « travail politique de construction cognitive, normative et institutionnelle de la crise » (Bouzon, 2004 ; Crespín et Clavier, 2022).

L'émergence de nouvelles formes d'expression sociale et de pratiques culturelles à partir de mai 68 est le point de départ d'une redéfinition constamment renouvelée des rapports sociaux et des phénomènes de contrôle du pouvoir politique, économique et culturel. Avec l'explosion des techniques, des théories et des technologies de l'information et de la communication dans les années 70, ce phénomène dépasse les frontières des États (Miège, 2004). On assiste alors à la naissance du mythe de la société de l'information (Gerstlé, 2007), qui pose les jalons d'un espace social post-industriel globalisé, où domine, non plus seulement l'économie et la politique, mais aussi, et de façon plus probante et incontrôlée une forme d'impérialisme culturel qui fonde l'hégémonie sur le triptyque intérêt/technologie/communication.

Ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), sur lequel se penche l'UNESCO de 1977 à 1980 (Miège, 2004), découle d'une informatisation à outrance de la vie sociale ouvrant la voie à des formes nouvelles de communication politique et stratégique (marketing politique, communication digitale, etc.), d'exercice de la liberté d'expression (E-liberté) et de la démocratie (E-démocratie) dans lesquelles les enjeux économiques sont dilués dans une

réorganisation de l'économie capitaliste ayant la technique et la culture comme bras armés du capitalisme. Ainsi, l'abolition des distances géographiques accentue les conflits culturels, politiques et commerciaux entre les nations (Wolton, 2001).

Cette nouvelle donne s'accompagne d'une montée du populisme et du nationalisme dans les démocraties occidentales (États-Unis, Italie, Autriche, Allemagne, France...). On assiste alors à une révolution de la communication politique qui, en devenant directe, soutenue et incisive, s'adresse à l'imaginaire des peuples (Naves, 2017). La frénésie des déclarations chocs sur les réseaux sociaux numériques noue et défait les relations internationales et les traités commerciaux. En toile de fond, des lobbies et des multinationales, véritables groupes de pression et d'influence au service de l'impérialisme économique et culturel, s'activent pour imposer leur domination (Braud, 2006) à travers des réseaux sociaux numériques et des circuits commerciaux et financiers qu'ils contrôlent entièrement.

L'intégrité de l'information constitue un enjeu majeur dans les dynamiques des conflits contemporains et le repositionnement géopolitique des États et des acteurs internationaux (Arquilla et Ronfeldt, 1999). À l'ère du numérique et des guerres hybrides, l'information est devenue un champ de bataille où s'affrontent intérêts étatiques, économiques et idéologiques. Sa manipulation – qu'elle soit biaisée, tronquée ou falsifiée – est devenue une arme stratégique influençant les rapports de force mondiaux (Douzet, 2014 ; François & Lin, 2020). La lutte pour l'intégrité de l'information représente ainsi un enjeu majeur pour la stabilité internationale et le repositionnement des acteurs dans l'ordre mondial (Miskimmon, O'Loughlin & Roselle, 2013 ; Lasswell, 1927).

Dans un contexte où la lutte pour le contrôle des narratifs s'intensifie, il devient crucial d'examiner les mécanismes de manipulation, les régulations possibles et la capacité des sociétés à s'adapter à ces nouvelles formes de conflits informationnels. L'avenir des relations internationales dépendra largement de la manière dont les acteurs géopolitiques géreront cet enjeu sans compromettre les principes démocratiques fondamentaux (Chomsky & Herman, 2008 ; Nye, 2005 ; Rid, 2020 ; Diagne, 2024 ; Castells, 2009 ; Camara, 2015 et 2018).

Inhérente à la gestion du pouvoir, la communication constitue une dimension importante de l’agir politique. Elle a connu de profondes mutations à l’ère du numérique avec l’avènement de nouveaux espaces de prises de parole et de mobilisations citoyennes (Granjon, 2005). Partie intégrante des dispositifs de communication contemporaine, les réseaux sociaux favorisent le renouvellement des modalités et formats du dire politique et créent de nouvelles dynamiques dans les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir qui méritent d’être questionnées sous l’angle de la communication politique en contexte de crise. L’usage des réseaux sociaux par les leaders politiques, la montée en puissance des influenceurs sur Internet et la prolifération de la désinformation sont autant de phénomènes qui interrogent les mécanismes actuels de persuasion, de légitimation et de construction de sens dans l’espace public (Greffet 2016 ; Douyère et Rieffel, 2019 ; Badouard, 2021).

La communication numérique dans le champ politique, ce sont aussi les nouvelles formes de mobilisations citoyennes, déconnectées des appareils politiques traditionnels et qui visent à replacer le citoyen au cœur du débat démocratique grâce aux technologies numériques regroupées sous le terme de *civic tech* (Cardon, 2019). En contexte de crise, ces technologies civiques peuvent-elles contribuer à restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés ? Peuvent-elles favoriser une réappropriation du débat démocratique par les citoyens ?

Dans ce numéro thématique de la RAC (2025), des chercheurs, à travers leurs travaux scientifiques, ont réfléchi sur la communication et la philosophie politiques dans leurs rapports avec la gouvernance politique, la communication de crise, la propagande et le rôle des médias dans la construction de l’opinion.

Dans leur contribution, Alioune Dieng et François Xavier Diémé donne une nouvelle lecture des tensions idéologiques et religieuses en Italie et en France aux XVe et XVIe siècles en fondant leur réflexion sur la promotion d’un projet politique et social qui vise une stabilité durable et non l’expression débridée des libertés citoyennes et des convictions religieuses. Ainsi, ils montrent que le génie et la rhétorique politiques peuvent traduire l’expression ambiguë d’un humanisme civique et/ou

d'un *ethos* politique qui situent la communication politique et la violence idéologique dans des stratégies d'alerte et de veille politique.

Dans son article sur les dynamiques communicationnelles et politiques, Babacar CISSÉ analyse les Mécanismes Endogènes de Financement de la Santé (MEFS) en contexte de crise pour mettre en évidence des formes d'innovation sociale dans lesquelles la santé devient un bien commun négocié, façonné par des logiques de solidarité, d'autonomie et de gouvernance hybride. Hama Yalcouyé, quant à lui, s'intéresse à la communication politique souverainiste adoptée par la transition militaire malienne afin de mieux comprendre les succès et les échecs enregistrés par les différents régimes en matière de gouvernance et de gestion sécuritaire.

La contribution scientifique de Pierre Cilluffo Grimaldi explore les dynamiques de participations citoyennes en Amazonie afin d'ouvrir de nouvelles possibilités à la communication publique et à la participation citoyenne à travers la conscientisation des masses et la dénormalisation d'un crime environnemental.

En se penchant sur la crise de réputation des institutions électorales ivoiriennes, Kouakou guillaume Yao analyse l'usage des logiques manipulatoires et du capital émotionnel dans les stratégies d'influence de l'opinion en contexte électoral. Dans ce chapitre de la propagande politique et de la manipulation des opinions, Kidana Alice Gali consacre ses travaux aux usages de Facebook dans l'espace de communication politique durant la transition politique tchadienne en 2024. Sa contribution montre le rôle ambivalent des plateformes numériques qui sont à la fois des instruments de pouvoir et des espaces de résistance et de contestation dans une double perspective de négociation permanente de la construction du réel et de la légitimité des acteurs politiques. Dans ce même registre de l'hybridation des espaces numériques, situés entre les pratiques citoyennes et les stratégies d'influence automatisées, Papa Djibril Ngom et Kouassi Sylvestre Kouakou interrogent la place des bots dans la circulation de l'information et leur contribution à la fragmentation de l'espace public pour révéler l'orchestration narrative structurée, avec amplification coordonnée,

standardisation des contenus visuels et recyclage de hashtags, fruits d'une polarisation activement construite par des stratégies d'influence hybrides.

En mobilisant les concepts de la théorie constructiviste, Abel Hubert Mback Wara met en exergue les avantages tant potentiels que réels d'un usage stratégique de la communication dans les processus de paix déployés en Afrique, qui souffre d'une crise de la communication traduite par un usage marginal de l'information et de la communication stratégiques comme outils de pacification. Par ailleurs, Oumarou Gnebora à partir d'une analyse critique de données recueillies à Douala, analyse l'apport probant des radios communistes dans la formation des militants de l'UPC de 1955 à 1971, période marquée par les luttes nationalistes au Cameroun.

Enfin, en s'appuyant sur un corpus constitué des titres d'articles de deux médias de référence, *Jeune Afrique* et *Le Monde*, publiés en ligne du 1er février 2022 au 28 février 2023, Sali Bouba Oumarou s'intéresse à la place du groupe Wagner dans le discours médiatique et les stratégies géopolitiques. Son analyse des contenus médiatiques montre que l'intérêt suscité par la présence du groupe paramilitaire russe en Afrique met l'accent sur les marqueurs de pouvoir et les jugements liés au traitement médiatique de cette présence.

Toutes ces contributions scientifiques montrent que la violence, les médias et la nouvelle donne numérique redéfinissent les espaces publics, politiques et géopolitiques à travers le renouvellement incessant des stratégies de communication, de manipulation et de lutte politiques.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Arquilla, J., & Ronfeldt, D. (1999). *The Emergence of Noopolitik: Toward an American Information Strategy*. Rand Corporation.
- Bail, C. (2023). *Le prisme des réseaux sociaux. Polarisation politique sur Internet*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bernays, E. (2008). *Propagande*. Paris : Édition Zones/La Découverte (Œuvre originale publiée en 1928, *Propaganda*, New York City: Horace Liveright).
- Bourdieu, Pierre (1996). *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*. Paris : Raisons d'agir.

- Bouzon, A. (2004). *La place de la communication dans la conception de systèmes à risques*. Paris : L'Harmattan.
- Braud, P. (2006). *Sociologie politique*, 8e édition. Paris : Librairie Générale de Droit et de France.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Camara, M. (2018). « Dire, montrer l'extrême du terrorisme. L'iconographie des attentats de Paris et de Bruxelles à la Une de la presse européenne ». *Revue Sciences et Techniques du Langage*, n° 14, 72-96.
- Camara, M. (2015). Crise structurelle des organes de régulation en Afrique de l'Ouest : impacts médiatiques, déficits démocratiques. Le cas de la Côte d'Ivoire et du Mali. *Revue africaine de communication*, n°1, 81-96.
- Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Castells, M. (2009). *Communication Power*. Wellington Square, OX.: Oxford University Press.
- Badouard, R. (2021). *Les nouvelles guerres de l'information. Désinformation et radicalisation de la vie publique*. Paris : Le Seuil.
- Cazeaux, G. (2024/4). La Fabrique de l'opinion numérique : des citoyens sous Influence. In *Cités*, n°1000, 313-326.
- Correa, P. (2022). De l'international aux nations. La communication publique sur la pandémie du Covid-19. Exemple du Sénégal. *Revue africaine de Communication, Nouvelle Série*, n°5, 80-93.
- Crespin, R., & Clavier, C. (2022). *Des crises sanitaires aux crises politiques*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Derville, G. (2017). *Le pouvoir des médias*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Desrumaux, C. & Nollet, J. (dir.) (2021). *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Diagne, Y. (2024). Les médias sociaux et le désordre de l'information : perspectives neuroscientifiques et psychologiques. *Revue africaine de la communication, Nouvelle Série*, n°6, 121-141.
- Douyère, D., & Rieffel, R. [(dir.) (2019)]. *La communication politique*. Paris : Armand Colin.

- Douzet F. (2014). La géopolitique pour comprendre le cyberspace, *Hérodote*, vol. 1-2, n° 152-153, 3-21.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. <<https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.>>.
- François, C. & Lin, H. (2020). Cartographier un angle mort : la surprise stratégique des opérations informationnelles russes sur les réseaux sociaux en 2016. *Géopolitique de la datasphère*, n°177-178, 3-21.
- Granjon, F. (2005). L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 79, n°79, 24-29.
- Greffet, F. (2016). *Internet et la campagne présidentielle de 2012*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Herman, E. & Chomsky, N. (2008). *La fabrication du consentement: l'économie politique des médias de masse*. Londres : Bodley Head.
- Jost, J. T. et al. (2018). Comment les médias sociaux facilitent la protestation politique : information, motivation et réseaux sociaux. *Political Psychology*. <<https://doi.org/10.1111/pops.12478>>.
- Kouakou, K. S. (2021). Médias sociaux et covid-19 : analyse des pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp. *Revue Africaine de Communication*, n°4, 35-58. <<http://dx.doi.org/10.61585/pud-rac-nsn403>>.
- Kouakou, K. S. (2023). Esprit critique et lutte contre la désinformation Une étude des habiletés à la pensée critique des étudiants primo-arrivants. *Balisages*, n°7, p.1-21. ISSN 2724-7430. <<https://dx.doi.org/10.35562/balisages.1274>>.
- Lasswell, H. D. (1927). La théorie de la propagande politique. *Revue de science politique*, Vol. 42, tome L, 627-631, doi : 10.2307/1945515
- Le Bohec, J. (2013). *Élections et télévision*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Naves M.-C. (2017). Donald Trump ou la communication incantatoire. In Arnaud Mercier (éd.), *La communication politique*. Paris : CNRS, 149-158.
- Miège B. (2004). L'économie politique de la communication. In Hermès, 38, *Les SIC : savoirs et pouvoirs*, 46-54.

- Miskimmon, A., O'Loughlin, B., & Roselle, L. (2013). *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*. New York/London: Routledge.
- Nye, J. (2005). *Soft power. The means to success in world politics*. New York City: Public Affairs.
- Pariser, E. (2011). The filter bubble. What the internet is hiding from you. Penguin Books. *Singulière*. Paris : L'Harmattan.
- Rid, T. (2020). *Active Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*. New York City: Farrar, Straus & Giroux.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- Rosnay, J. (2006) *La révolte du pronétariat: Des mass média aux médias des masses*. Paris: Fayard
- Vilenchik, N. K., Baden, C. & Yarchi, M. (2020). Interpretative Polarization across Platforms: How Political Disagreement Develops Over Time on Facebook, Twitter, and WhatsApp. *Social Media + Society*. <sagepub.com. DOI: 10.1177/2056305120944393>.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès, La Revue*, 1 (1), 27-42.
- Wolton, D. (2001). La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du XXIe siècle. In *L'Année sociologique*, vol. 51, 309-326.

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU
Dr Yacine DIAGNE
Dr Mamadou Diouma DIALLO

PROPAGANDE POLITIQUE
&
CONSTRUCTION DE L'OPINION

REPENSER LA COMMUNICATION DANS LES OPÉRATIONS DE SOUTIEN À LA PAIX EN AFRIQUE

RETHINKING COMMUNICATION IN PEACE SUPPORT OPERATIONS IN AFRICA

Abel Hubert Mback WARA

Université de Douala (Cameroun)

ambackwara@gmail.com

Résumé

Les Opérations de Soutien à la Paix (OSP) déployées en Afrique souffrent d'une crise de la communication traduite par un usage marginal de l'information et de la communication stratégique comme outils de pacification. Face à un recours de plus en plus belliciste et préjudiciable à l'information et à la communication rendu possible par la libéralisation et la vulgarisation des moyens de communication, le besoin se fait sentir de procéder à une adaptation des concepts de communication mobilisées dans le cadre des OSP en Afrique. En mobilisant les concepts de la théorie constructiviste, le présent article se propose, de mettre en lumière les avantages tant potentiels que réels d'un usage stratégique de la communication dans les processus de paix déployés en Afrique.

Mots-clés : Information, Renseignement, Communication, Paix, Afrique.

Abstract

Peace Support Operations (PSO) deployed in Africa are suffering from a communication crisis resulting in the marginal use of information and strategic communication as peacemaking tools. Faced with an increasingly belligerent and detrimental use of information and communication made possible by the liberalization and popularization of communication media, there is a need to adapt the communication concepts used in PSOs in Africa. By mobilizing the concepts of constructivist theory, this article aims to highlight the potential and real benefits of strategic use of communication in peace processes deployed in Africa.

Keywords : Information; Intelligence; Communication; Peace; Africa.

Introduction

Au sein de l'Union Africaine (UA) une Opération de Soutien à la paix (OSP) est définie comme une « opération généralement multinationale, multifonctionnelle et multidimensionnelle, mandatée et déployée par un accord international, régional ou interrégional pour rétablir ou maintenir la paix dans une zone d'opérations spécifique » (UA, 2019 : 6). À la différence des engagements opérationnels classiques où l'objectif est d'annihiler le dispositif adverse, les OSP ont toutes pour effet final recherché de convaincre les belligérants de vider leurs différends par des moyens pacifiques. Les OSP supposent donc, au-delà de tout engagement opérationnel tangible, un important travail d'information et de communication sur les fondements cognitifs du conflit afin de structurer la paix. Pourtant, face à l'explosion des réseaux sociaux, la libéralisation des médias et la recrudescence d'un usage belliciste de l'information et de la communication, on observe encore un recours marginal à la communication stratégique dans certaines OSP déployées en Afrique (Williams, 2018).

En réalité, ce paradoxe soulève la problématique d'une contribution optimale de l'information et de la communication aux processus de paix déployés en Afrique. Il s'agit, en d'autres termes de se poser la question de savoir comment le recours à l'information et à la communication peut-il améliorer l'efficacité des processus de paix en Afrique ? Le présent article se propose ainsi de mettre en lumière les avantages tant potentiels que réels d'un usage optimal de l'information et de la communication dans les processus de paix déployés en Afrique. Dans une posture expérimentale et, en invoquant les concepts de l'intersubjectivité¹ et de la normativité² qui sont nodaux dans la

¹ Le concept de l'intersubjectivité pose que « l'intérêt des acteurs émerge « de » et est endogène « à » l'interaction avec la structure au premier niveau, et d'autres acteurs, au second niveau, sans qu'aucun n'ait la primauté analytique sur l'autre » (Braspenning, 2002 : 319).

² « Les normes façonnent les États en transformant leurs identités ; en revanche, les États peuvent contribuer à redéfinir les normes par des changements dans leurs comportements, en d'autres termes par des changements identitaires. Normes et identités sont ainsi co-

théorie constructiviste, nous envisagerons successivement les apports de l'information et de la communication dans la structuration des processus contemporains de soutien à la paix déployées en Afrique.

1. L'information dans les processus de construction de la paix en Afrique

L'idée que l'information est le nerf de la paix tient au fait qu'elle est une ressource politique faisant référence à « tout moyen à la disposition d'un entrepreneur politique dont l'activation, en faisant reculer la frontière de ses contraintes, élargit son champ des possibles, c'est-à-dire augmente son autonomie initiale et facilite le développement de ses stratégies » (Lacam, 1998 : 27). En d'autres mots, la maîtrise de l'information fournit une marge optimale de manœuvre aux acteurs des processus de paix. L'information est ainsi un moyen incontournable mobilisée tant dans les processus de prévention que de gestion des conflits.

1.1. L'information dans la prévention des conflits

Le terme information vient du latin *informare* qui signifie « donner une forme à » et renvoie au travail d'agencement des différents éléments cognitifs permettant de percevoir un phénomène. Le terme signifie donc en même temps l'action de transmettre une connaissance et la donnée transmise. Dans tous les cas l'information constitue « une denrée objective » (Quéré, 2000 : 334) dont la mobilisation, à travers l'alerte précoce et la diplomatie préventive, permet d'empêcher la survenue ou l'amplification des conflits en Afrique.

1.1.1. L'alerte précoce et la collecte de l'information

Un Système d'Alerte précoce (SAP) est un réseau de collecte et d'analyse des informations effectuées sur la base d'indicateurs précis et renseignant sur les risques de survenue ou d'amplification d'un conflit armé. Au sein de l'Architecture de Paix et de Sécurité en Afrique (APSA), l'alerte précoce est assurée

déterminantes dans l'explication des conflits, comme des missions de paix » (David, 1999 : 546).

par le Système Continental d'Alerte Rapide (SCAR). En détail, le rôle du SCAR consiste à collecter et à analyser des données pertinentes pour développer et fournir une alerte rapide sur les crises imminentes ou les escalades ou les changements majeurs dans les crises existantes (Union Africaine [UA], 2023 :106 ; Samaa, 2024 : 48). De fait, c'est sur la base des informations fournies par le SCAR que sont prises les initiatives de diplomatie préventives permettant de prévenir les conflits en Afrique. L'efficacité de la diplomatie préventive est donc tributaire de la qualité du travail fourni par le SCAR, notamment la pertinence et l'opportunité des informations transmises par celui-ci. Et, plus loin, l'efficacité du SCAR dépend de « sa capacité à générer non seulement une analyse rapide mais également des options de réponse efficaces » (UA, 2023 : 109).

À la vérité, « Le processus de collecte, de traitement et de diffusion des informations est d'autant plus important qu'il permet de détecter le plus tôt possible les menaces à la Paix et à la Sécurité, autrement dit, les risques de conflits » (Tshionza & Makulo, 2015: 6). La précocité, l'intégrité, l'objectivité et la pertinence des informations fournies par le SCAR apparaissent donc en Afrique comme les gages d'une prévention efficace des conflits potentiels sur le continent.

On observe à titre d'illustration que le succès des actions de diplomatie préventive déployées dans le cas de certains processus électoraux¹ en Afrique est dû à la précocité de l'alerte et la pertinence des options de réaction suggérées par le SCAR. L'idée du rôle déterminant de la qualité de l'information du SCAR est partagée par le CPS de l'UA qui, lors de sa 1251^e réunion tenue le 17 décembre 2024, « salue la contribution significative du Système continental d'alerte précoce (CEWS) au renforcement de la capacité de l'Union africaine à anticiper, prévenir et répondre aux conflits sur le continent et souligne la nécessité d'un CEWS solide et pleinement opérationnel afin

¹ Il s'agit en l'occurrence des élections présidentielles d'août 2021 en Zambie, de novembre 2010 en Guinée, de février 2012 au Sénégal.

d'anticiper et de régler les conflits de manière efficace » (Conseil de Paix et de Sécurité [CPS] UA, 2024). Il s'agit en substance d'une réitération de l'influence significative d'une information intègre sur le rendement des processus de prévention des conflits en Afrique.

1.1.2. La diplomatie préventive cadre d'exploitation de l'information

La diplomatie préventive comprend l'ensemble des actions diplomatiques visant à empêcher qu'une crise ne dégénère en conflit. En effet, « La prévention des conflits et la diplomatie préventive s'appliquent à des situations où le conflit est encore à la phase embryonnaire et où des mesures sont prises afin de maîtriser la situation et empêcher qu'elle ne dégénère » (Groupe des Sages de l'UA [GSUA], 2012 : 66). Ainsi, de façon concrète, les opérateurs de diplomatie préventive en Afrique sont déployés sur la base des informations sur le risque de dégradation de la situation sécuritaire fournis par le SCAR.

Pour S. E. Bankole Adeoye¹, « la prévention des conflits par l'alerte précoce et la réaction en temps utile reste l'approche la plus efficace et la plus rentable pour assurer une paix, une sécurité et une stabilité durables sur le continent ». Parce qu'elle est déployée avant la survenue du conflit et qu'elle nécessite la mobilisation d'un minimum de moyens, la diplomatie préventive reste en Afrique le moyen le plus avantageux et le plus efficace de gestion des conflits. Or, son efficacité repose presque entièrement sur la précocité, la pertinence et la fiabilité de l'information qui fonde son action (Samaa, 2024).

Ainsi, deux principales conclusions se dégagent de ce schéma et contribuent à mettre en exergue la place centrale de l'information dans les processus de paix, en général, dans la pratique de la diplomatie préventive, en particulier. Tout d'abord, la quintessence de la diplomatie préventive repose sur la proactivité de l'information sur les risques de conflit. En fait, la diplomatie est dite préventive parce qu'elle se déploie sur la

¹ L'Ambassadeur Bankole Adeoye est le Commissaire du Département des Affaires politiques, de la Paix et de la Sécurité (PAPS) de la Commission de l'Union africaine.

base d'une information précoce pour éviter que les différends n'escaladent en conflits. Ensuite, la *diplomaticité*¹, c'est-à-dire la capacité de conviction du discours diplomatique, repose sur la fiabilité et la précisions des informations de terrain sur lesquelles s'appuie le diplomate. Ainsi, puisque l'efficacité de la diplomatie préventive dépend de la qualité de l'information, et que le succès de la prévention des conflits est fonction de l'efficacité de la diplomatie préventive, alors par syllogisme, on peut conclure que la prévention des conflits repose grandement sur la qualité de l'information collectée par le SCAR.

Sous le bénéfice des considérations sus énoncées, force est de relever l'aspect incontournable de l'information comme matière première de la diplomatie préventive, en particulier, de prévention des conflits en Afrique, en général.

1.2. Le renseignement opérationnel et le maintien de la paix en Afrique

Selon une définition de Gill et Phythian (2018 : 23-24), le renseignement renvoie à « the mainly secret activities – targeting, collection, analysis, dissemination and action – intended to enhance security and/or maintain power relative to competitors by forewarning of threats and opportunities »². Ainsi, la spécificité du renseignement découle du fait qu'il est une information traitée et synthétisée dont l'exploitation permet une augmentation de la marge de manœuvre des décideurs politiques ou des commandants opérationnels. De fait, dans le contexte de diversité et de complexité toujours croissantes des OSP le renseignement devient un moyen utile permettant de répondre à l'exigence de célérité et de précision qui pèse sur les décisions et actions des dispositifs engagés dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique. D'après Roux (2008), le renseignement apparaît comme une denrée précieuse tant pour

¹ D'après Villar (206 : 74), la *diplomaticité* renvoie à « l'ensemble de ces éléments pertinents, des structures et des procédés caractérisant le discours diplomatique ».

² « Des activités principalement secrètes – ciblage, collecte, analyse, diffusion et action – destinées à renforcer la sécurité et/ou à maintenir un avantage comparatif en signalant à l'avance les menaces et les opportunités » (J'ai moi-même traduit.)

l'échelle stratégique de la coordination politiques des OSP que pour le niveau opérationnel de la force de maintien de la paix engagée.

1.2.1. Renseignement et coordination politique

Selon Augé et Kourouma, « le renseignement aux fins du maintien de la paix vise principalement à améliorer la compréhension de l'environnement opérationnel dans lequel la mission évolue en vue d'accroître l'anticipation des menaces, de renforcer la sûreté et la sécurité du personnel onusien, d'assurer la protection des civils du pays hôte et de disposer d'une évaluation de terrain pour la bonne conduite de l'OP » (2021 : 3). Il s'agit en d'autres termes de l'ensemble des informations permettant d'accroître la compréhension de l'environnement opérationnel et d'augmenter les capacités d'action de la mission. À la vérité, la complexité des théâtres conflictuels couplée à la délicatesse toujours croissante des mandats assignés aux OSP oblige la direction politique à recourir au renseignement afin « de mieux comprendre l'environnement opérationnel dans lequel ils évoluent, de disposer d'évaluations leur permettant de prendre des décisions et d'être en mesure d'anticiper les menaces ponctuelles » (ONU, 2019 : 7).

Dans les OSP déployées en Afrique, la gestion du renseignement est faite à une double échelle constituée, au niveau continental, par le CPS, sur le terrain, par la mission. Dans le premier, la collecte et le traitement des informations est faite par le Système continental d'alerte rapide (SCAR)¹ et par le Comité des Services de Renseignement et de Sécurité de l'Afrique (CISSA)². Les renseignements collectés et traités par ces

¹Le SCAR est une des composantes statutaires de l'APSA dont le rôle « consiste à collecter et à analyser des données pertinentes pour développer et fournir une alerte rapide sur les crises imminentes ou les escalades ou les changements majeurs dans les crises existantes » (UA, 2023 : 104).

²Le CISSA est un forum de coopération multilatérale de l'UA créé en 2004 dans le but de faciliter la coopération, le partage d'informations et l'élaboration de stratégies communes entre les services de

structures sont soumis au Président de la Commission¹ de l'UA afin de lui permettre de prendre les initiatives idoines de pacification. Dans le second, les Missions de Soutien à la paix, la collecte et le traitement des informations sont assurés par les dispositifs sous régionaux d'alerte précoce² et par la Cellule d'Analyse de la mission (CAM)³. Dans ce cas, les renseignements sont transmis au Représentant Spécial du Président de la Commission (RSPC) qui en use dans l'orientation et la planification de la mission.

Dans tous les cas, le renseignement est une ressource fortement déterminant dans le rendement des OSP déployées en Afrique. En effet, « lorsque les responsables des opérations de maintien de la paix ont une compréhension plus claire de l'environnement et des circonstances complexes dans lesquels ils interviennent, ils servent plus efficacement le mandat qui leur est assigné » (Lacroix, 2019). Dans les faits, le rendement des OSP déployées en Afrique reste tributaire de la qualité du SCAR qui, bien que déjà opérationnel, a besoin d'être renforcé et amélioré (CPS 2024) afin d'atteindre une efficacité optimale.

renseignement et de sécurité africains en vue de relever les défis sécuritaires du continent.

¹ Conformément à l'Article 12 Alinéa 5 du Protocole relatif au CPS.

² Il s'agit en l'occurrence des Systèmes d'alerte précoce de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD : CEWARN), de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO : ECOWARN), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE : EACWARN), du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA : COMWARN), de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC : MARAC) et de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

³ Dans l'organigramme des missions de paix de l'UA, la Cellule d'Analyse de la mission (CAM) est l'unité qui analyse et gère l'information à l'échelle de la mission et fait le suivi du processus de paix en recueillant et en analysant tous les renseignements obtenus par les composantes militaires, policières et civiles de la mission. Pour plus de détails, consulter de voir Coning et Kasumba (2010 : 43).

1.2.2. Renseignement militaire et efficacité stratégique

Dans le cadre des OSP le Renseignement Militaire (RM) a pour objectif de « permettre une meilleure appréciation de la situation, de renforcer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et de faciliter l'exécution d'opérations et d'activités touchant la protection des civils» ONU, 2019 : 5). Partie intégrante du renseignement aux fins du maintien de la paix, le renseignement militaire informe spécifiquement sur les forces en conflit, leur organisation, leurs capacités, leur doctrine ou leurs ordres de bataille afin d'éclairer la manœuvre de la composante militaire des missions de paix. Dans les OSP africaines le RM est produit par la Cellule J2 de renseignement de l'État-Major de la force déployée.

Les documents de doctrine du maintien de la paix de l'Union Africaine ne décrivent pas un concept formel du renseignement militaire dans le cadre des OSP. Ainsi, par défaut, le concept Africain du RM dans les OSP est celui élaboré dans les documents de doctrine de l'ONU. Dans ce concept le renseignement militaire aux fins du maintien de la paix est de type préventif et défensif car son but est de « permettre aux responsables des Nations Unies de mieux apprécier la situation et de prendre en connaissance de cause des décisions relatives à la protection du personnel des Nations Unies et des civils » (ONU, 2019 : 7). Il convient cependant de noter que dans la pratique et pour le cas spécifique des OSP engagées dans la lutte contre le terrorisme et les extrémismes violents¹, le RM collecté est plus robuste et voué à permettre la recherche l'identification et le traitement des acteurs terroristes. A la somme, le renseignement en tant que modalité opérationnelle de l'information se trouve être un intrant indispensable de tout processus de paix déployé en Afrique.

¹ Ainsi qu'on a pu l'observer avec la Mission de l'Union Africaine en Somalie contre Al Shabaab (AMISOM), l'Initiative de Coopération Régionale pour l'élimination de l'Armée de Résistance du Seigneur (IC-LRA), la Force Multinationale Mixte contre Boko Haram (FMM), la Force Conjointe du G5 Sahel (FG-Sahel) et la Mission de la SADC au Mozambique (SAMIM).

2. La communication et la structuration des logiques de la paix en Afrique

La finalité ultime des processus de paix est de « passer du conflit « terminé » (accord entre les protagonistes) au conflit « résolu » (les causes profondes n'agissent plus), puis [de] le transformer en « paix durable » (adversaires réconciliés) » (Desportes, Chaouad et Verzeroli, 2013 : 123). Le travail fini de pacification intègre donc, au-delà de la cessation des conflits, une entreprise de déconstruction des conceptions belligènes et de structuration des logiques de paix.

2.1. Communication et action sur les conceptions et logiques belligènes.

La conception que les protagonistes d'un conflit ont d'une OSP se situe, en fonction de la perception de leurs intérêts respectifs, dans un parti-pris pour ou contre la perpétuation du conflit. Œuvrer à la paix dans ce contexte revient à considérer les légitimités belligènes pour en déconstruire les structures.

2.1.1. Considérer les logiques belligènes

La guerre, en tant que mode d'évacuation des différents est un procédé dont le sens résulte de l'objectivation de certaines rationalités ou alors de la rationalisation d'une certaine objectivité partagées par les principaux protagonistes du conflit. Le conflit ne constitue pas qu'une objectivation d'un différent mais comporte aussi l'objectivation du mode de règlement de ce différend qui, selon les cas, peut être consensuel ou, pour le cas d'espèce, conflictuel. En d'autres termes, pour qu'il y ait conflit armé, il faut non seulement qu'il, existe un différend entre belligérants, mais aussi il faut que ces belligérants partagent l'ambition de recourir à la force pour régler leur différend.

De ce fait, la perpétuation de la violence semble, à bien des points, inhérente aux conceptions que les principaux acteurs conflictuels ont intérêt à continuer la guerre ou à faire la paix. En d'autres mots, tout conflit se perpétue tant qu'il existe des belligérants qui trouvent dans la violence conflictuelle le moyen idoine pour résoudre leurs différends. Loin de résulter d'un hasard de circonstances et de situations, le sens de la guerre est le résultat d'un travail de légitimation de la violence et de ses

procédés par ceux qui en sont les principaux auteurs. Pour Conesa, 2011 : 3), « la belligérance trouve ses racines dans des réalités, mais aussi beaucoup dans des constructions idéologiques, des perceptions ou des incompréhensions ». Ainsi, mettant en exergue les structures d'une marginalisation et d'une victimisation, parfois avérée, les promoteurs de la révolte belliciste procèdent par la mobilisation des identités autour de la légitimité de leur prétention à un mieux-être et de leur détermination à y parvenir au besoin par le moyen d'un conflit armé. On voit par-là que toute guerre a un sens qui est structuré par la cristallisation des antagonismes et des contradictions véhiculées par les perceptions qu'ont les principaux acteurs locaux de leurs identités et, corrélativement, des positions sociales. De façon précise, ceux qui font la guerre la font parce qu'ils pensent que cette guerre est légitime et/ou profitable, et font la paix dès qu'ils y perçoivent une plus grande légitimité ou un plus grand intérêt. Il importe donc de prendre connaissance de ces structures cognitives qui sont les véritables fondements de la conflictualité pour établir une authentique stratégie de déconstruction de la pertinence de ces motivations.

2.1.2. Pour en déconstruire les structures cognitives

Les conflits aigus sont ceux dans lesquels « les enjeux en cause sont ou du moins sont tenus pour fondamentaux. [...] Dans les conflits aigus, au moins l'une des parties considère qu'il est nécessaire et juste de mener un combat violent contre la partie adverse » (Sharp, 2009 : 23). Les conflits aigus sont donc ceux qui se traduisent inexorablement par un affrontement armé. Ce sont aussi ceux pour lesquels les opérations de paix sont mandatées. Le conflit étant cependant le fait d'une construction de sens, d'un travail de légitimation de la guerre par des acteurs intéressés, le projet de la gestion du conflit et de la désescalade de la violence conflictuelle ne saurait, sans perdre de sa pertinence et de son efficacité, ignorer les structures logiques du conflit et les prétentions qui portent la manifestation de la violence conflictuelle. Il s'agit, au-delà de l'intervention opérationnelle, de procéder au démantèlement des considérations qui constituent les structures profondes du conflit. Dans ce sens, le paradigme constructiviste suggère que

les missions de paix pour leur part reflètent la diffusion, voire la construction, de nouvelles normes. [...] Puisque les normes constituent les États [ou, ici les groupes en conflit], il serait possible en principe de changer l'identité de ceux-ci pour qu'elle corresponde à celle recherchée dans la mise en œuvre d'une mission de paix (David, 1999 : 546).

En d'autres termes, dans l'intersubjectivité du conflit, l'introduction d'une opération d'imposition de la paix fondée sur sa légitimité, équivaut à l'introduction d'une norme nouvelle dont le poids devrait permettre de redéfinir les intérêts des acteurs en présence et, à terme, leurs identités respectives. Dans cette même veine, Finnemore (1996 : 136) démontre que « shifts in intervention behavior correspond with changes in normative standards articulated by states concerning appropriate ends and means of military intervention¹ ». L'objectif de cette manœuvre, compte tenu du poids des interactions et des normes sur les identités, est de susciter une décriminalisation des identités en communiquant un concept de légitimité de l'opération de paix qui s'impose aux logiques belliqueuses et transforme ainsi les identités en présence sinon en acteurs pacifiques du moins en antagonistes non violents. Dans le fait, il faut observer que la perpétuation de la violence reste une option pertinente en l'absence d'alternatives plus rentables :

Pour faire en sorte que, dans les conflits aigus, la guerre ou d'autres formes de violence ne soient pas utilisées comme le mode d'action ultime permettant d'imposer ou de défendre ses principes, ses idéaux, sa société ou son existence même, il est nécessaire de proposer d'autres moyens d'action puissants (Sharp, 2009 : 25-26).

Ainsi, l'affrontement militaire cesse d'être légitime à partir du moment où les alternatives du dialogue et de la concession s'avèrent plus rentables et moins coûteuses. Pour garantir l'effectivité de la réduction de la violence conflictuelle, l'opération de paix africaine devrait intégrer, dans leurs plans d'action, un important travail sur les conceptions des acteurs

¹ « Les changements dans la conduite des opérations suscitent des modifications des standards normatifs énoncés par les états pour définir les fins et les moyens appropriés de l'intervention militaire » (J'ai moi-même traduit.).

principaux du conflit qui les prépare à opter pour une résolution plus consensuelle et moins violente des clivages qui les opposent. Une opération de paix devrait prendre en considération les structures cognitives du conflit autant qu'elle en traite les manifestations objectives. À terme, les objectifs d'une opération de paix ne se limiteraient à la cessation des hostilités mais devraient parvenir à la restauration de la paix. Car, « l'intervention militaire peut être indispensable, mais elle n'est jamais qu'un préalable au gain stratégique, qui se fait dans la durée. Elle doit donc être menée en considérant la paix que l'on veut obtenir, selon un raisonnement à rebours » (Desportes *et alii*, 2013 : 123).

2.2. Communication stratégique et consolidation de la paix

La révolution survenue dans les technologies de l'information et de la communication permettant aux téléspectateurs de toute la planète de suivre les évolutions d'un conflit en temps réel a fait des médias une arme supplémentaire mobilisée dans la stratégie des acteurs des conflits postmodernes. Les supports médiatiques sont devenus des vecteurs supplémentaires de l'engagement opérationnel, eu égard au travail de construction des opinions et de consolidation des légitimités qu'ils rendent possibles dans les champs cognitifs. Sur cette base, il convient de garder à l'esprit que « le but ultime de l'information publique dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies est de renforcer la capacité de la mission de remplir son mandat [...], le maintien de la coopération avec les parties en conflit, la gestion des attentes et la mobilisation du soutien populaire et international » (ONU, 2008 : 91-62). Il devient donc indispensable de penser un concept de communication médiatique qui permette de construire et de consolider les opinions de paix.

2.2.1. Médias et construction de l'opinion

De prime abord, il faut observer qu'il n'existe pas de neutralité axiologique de l'information, car toute information est un construit. De fait, « toute information [étant] action potentielle [...], la maîtrise des informations rejoint la maîtrise de l'action » (Francart, 2002 : 315). Les médias vecteurs de l'information sont

ainsi les opérateurs d'une action directe sur les perceptions, les conceptions et les légitimités qu'ils manipulent, construisent et déconstruisent au gré de leurs lignes éditoriales. Plusieurs auteurs¹ reconnaissent en effet la capacité pour le moins suggestive des médias qui leur permet d'orienter les conceptions en structurant les perceptions que l'on pourrait avoir des conjonctures environnantes.

À ce propos, Conesa (2011 : 35) pense que « les médias jouent un rôle essentiel pour convaincre l'opinion en donnant corps au sentiment de proximité et d'immédiateté du risque, ils permettent de visualiser et parfois d'amplifier pour donner du relief à l'événement ». Plus que dans la diffusion de l'information, c'est dans la mise en forme de celle-ci qu'il faut chercher le biais axiologique qui crée un clivage entre le signifiant et le signifié orientant ainsi les perceptions dans un sens voulu et arrêté dès le départ. La manipulation des images et des symboles par les médias est une manœuvre d'un type différent qui porte néanmoins les mêmes résultats, à savoir conditionner, contrôler et contraindre les esprits afin de favoriser et de garantir la victoire d'une partie sur le plan matériel.

De nos jours, le champ médiatique se présente ainsi comme un nouvel espace de conflits où le texte, l'image et le son sont autant de vecteurs de projections dans les espaces cognitifs où, au-delà de contraindre, ils permettent de convaincre. On peut à titre d'illustration observer le paradoxe du traitement médiatique de la guerre en Ukraine si tant est que les médias pro-russes et les médias pro-ukrainiens présentent le fondement et le déroulement de cette crise de façon complètement contradictoire. Tandis que les uns parlent d'une invasion, les autres parlent d'une simple opération spéciale². Alors que les médias pro-ukrainiens annoncent la faiblesse³ de l'armée russe matérialisée par son matériel vétuste et ses énormes pertes, les

¹ On peut ranger dans ce registre des auteurs tels Tchakhotine (1968); Chomsky et Hermann (2002).

²<<https://francais.rt.com/international/103355-poutine-adresse-ses-voeux-nation-russe-nouvelle-annee>>

³<<https://www.france24.com/fr/europe/20230220-l-arm%C3%A9e-russe-de-l-illusion-de-grandeur-%C3%A0-la-r%C3%A9alit%C3%A9-du-terrain-ukrainien>>

médias pro-russes, par contre, mettent l'accent sur l'obédience nazie¹ et la brutalité des armées ukrainiennes². Dans une autre perspective, il faut observer que dans la plupart des coups d'État perpétrés en Afrique, l'un des objectifs prioritaires a été l'occupation du siège de la chaîne nationale de radio et télévision, non seulement pour annoncer le renversement du régime à travers ces ondes, mais aussi pour prendre un contrôle total des informations qui sont diffusées par ce canal. Ces observations appellent à une prise en compte et au traitement, aux niveaux stratégique et opérationnel, de l'influence des médias comme étant une ressource supplémentaire mise à la disposition des décideurs et des commandants.

2.2.2. Médias et consolidation des légitimités de la paix

Dans le cas des opérations de paix déployées en Afrique, les médias peuvent être mis à contribution dans le but d'orienter les perceptions que les belligérants et les populations ont de la légitimité d'une opération. En fait, en partant de la considération que la manipulation des images et des symboles par les médias a souvent concouru à la fabrication de l'ennemi et à l'intensification des conflits³, on peut arriver à la déduction que, par les mêmes procédés, les médias peuvent contribuer à déconstruire l'inimitié à la base du conflit. Autant ils peuvent être mobilisés par les belligérants dans leurs stratégies, autant les opérateurs de la paix peuvent y recourir avec un succès certain dans leurs stratégies pacificatrices. Cette mobilisation, ainsi que celle de tous les vecteurs d'information et de communication, importe en ceci qu'elle permet de réorienter les perceptions afin de préparer non pas la victoire militaire mais plutôt de susciter l'adhésion au processus de pacification engagé par la force d'imposition de la paix. Ainsi, pour gagner la paix, la

¹ Cf. <<https://www.rt.com/russia/572812-medvedev-ukraine-new-name/>>.

²<<https://francais.rt.com/international/97981-longtemps-horrifie-par-son-existence-occident-armes-bataillon-azov>>.

³ On put observer cette occurrence dans l'influence que la propagande incitative faite dans les ondes de la radio Mille collines a eu sur le déclenchement et la perpétuation du génocide de 1994 au Rwanda.

mission doit « gagner les cœurs et les esprits »¹ (Valeyre, 2010) des populations locales. Elle doit convaincre du bienfondé de son initiative et de ses procédés :

Construire le sens, donner du sens aux actions entreprises par nos forces est une nécessité dans un monde qui s'entre-déchire, sur un théâtre d'opérations où chacun des belligérants est prêt à discréditer une force mandatée pour mettre fin aux stratégies de violence (*Idem*).

C'est dire qu'au-delà du champ matériel de la paix, les opérations devraient envisager un travail considérable de communication pour influencer les perceptions locales afin de les rendre ou de les maintenir favorables au déroulement de l'opération et à la restauration de la paix. Dans ce contexte, la finalité de l'opération de paix est de concevoir et diffuser des contenus médiatiques destinés aux principaux belligérants afin d'influencer et de déconstruire leur perception de la guerre tout en consolidant celle de la paix. La même démarche sera utilisée à l'adresse des populations locales afin de les convaincre de la légitimité du processus de paix mis en œuvre. En somme, il s'agit d'œuvrer à une transformation en profondeur du contexte et de travailler les perceptions en présence pour les rendre plus propices, plus favorables à la désescalade de la violence et à la restauration de la paix. L'idée de fond est d'intégrer un volet *information warfare*² au sein de la stratégie d'imposition de la paix qui englobe tous les aspects de l'opération sous les angles de l'information et de la communication. L'efficacité des médias en tant que moyens de consolidation des légitimités pacificatrices a pu être observée avec la radio Okapi³ qui, émettant sous la tutelle

¹« Gagner les cœurs et les esprits » (*winning hearts and minds*) est le concept opératoire d'une contre-insurrection ou contre-rébellion « centrée sur les populations ». Il suppose d'agir au sein de populations civiles, sur celles-ci et au bénéfice de celles-ci, en phase de stabilisation.

²L'*information warfare* est un concept anglo-saxon qui rend compte des usages stratégiques de l'information dans une perspective conflictuelle.

³Radio Okapi, « la fréquence de la paix », a été fondée en février 2002 à l'initiative de la MONUC pour contrebalancer le rôle incitatif de radio Mille collines dans le génocide rwandais. Elle commence à

de la MONUC, a été le vecteur d'une véritable culture de la paix chez les belligérants et les populations locales facilitant ainsi le processus de sortie de crise en République Démocratique du Congo (RDC). Dans la même veine, on peut citer des chaînes de radio burundaises¹ telles Studio Ijambo, Studio Tubane ou Bonesha FM qui, dès les années 2000, ont accompagné le processus de paix en promouvant le dialogue et la cohabitation pacifique entre les communautés Hutu et Tutsi. En somme, la communication s'avère être une modalité indispensable des processus d'action cognitive pour la paix où elle permet notamment de structurer les convictions en faveur de la désescalade de la violence et de la restauration de la paix.

Conclusion

En dernière analyse et à la question de savoir comment le recours à l'information et à la communication peut améliorer le rendement des OSP déployés en Afrique, il semble de bon ton de répondre, tout d'abord, que le recours à une information de bonne qualité rend possible une meilleure diplomatie préventive et un meilleur déploiement opérationnel de la mission. Ensuite, il faut noter qu'un usage stratégique de la communication améliore l'efficacité des OSP notamment en contribuant à déconstruire les logiques belligères et à consolider le processus de paix. En somme, un usage adéquat de l'information et de la communication permet de renforcer l'efficacité des OSP déployées en Afrique.

Dans cette suite et compte tenu du recours encore marginal à l'information et à la communication comme ressource des processus de paix en Afrique, il semble de bon ton d'envisager l'intégration au sein de la doctrine des OSP africaine, d'un concept de l'information et de la communication stratégique qui, agirait dans le sens d'une structuration plus profonde des

émettre dans la région du Kivu frontalière au Rwanda avant de s'étendre à toute la RDC. À travers des émissions phares comme « Dialogue inter congolais », « Parole aux auditeurs » ou « Grands témoins », cette chaîne de radio a grandement participé à la sortie de la crise en promouvant une culture de la paix et du dialogue entre Congolais. Pour plus de détails, lire Frère (2005 : 98-132).

¹ Pour plus de détails sur ce point, lire Frère (2005: 61-90)

logiques de la paix. Ainsi, un recours plus systématique à l'information et à la communication stratégique contribuerait à améliorer significativement le rendement des OSP déployées en Afrique.

Bibliographie

- AUGE, Axel & KOUROUMA Oumar (2021). La contribution du renseignement et de l'information à la performance des OP : rôle et défis des centres conjoints d'analyse des missions (JMAC). In *Note de l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix*, Juin 2021, 2-17.
- BRASPENNING, Thierry (2002). Constructivisme et réflexivisme en théorie des relations internationales. In *Annuaire Français de Relations Internationales, volume III*, Bruxelles : Éditions Bruylant, 314-329.
- CHOMSKY, Noam & HERMANN, Edward (2002). *La fabrication du consentement : De la propagande médiatique en démocratie*. Marseille : Agone. 547p.
- CONESA, Pierre (2011). *La fabrication de l'ennemi*. Paris : Robert Laffont. 225p.
- CPS. Communiqué n° PSC/PR/COMM.1251 du 17 décembre 2024.
- CONING Cedric de, KASUMBA Yvonne (2010). *La dimension civile de la Force africaine en attente*. Addis-Abeba : Publication de la Commission de l'Union Africaine. 115p.
- DAVID, Charles-Philippe (1999). Visions constructivistes et réalistes de la consolidation de la paix en Bosnie ou Quand Alice au pays des merveilles rencontre le monstre de Frankenstein. In *Revue française de science politique*, n°4-5, 545-572.
- DESPORTES Vincent, CHAOUAD Robert, VERZEROLI Marc (2013). Du Vietnam au Mali, comment finit-on les guerres ? In *Revue internationale et stratégique*, n° 91, 117-127.
- FINNEMORE Martha (1996). Constructing Norms of Humanitarian Intervention. In KATZENSTEIN Peter (1996). *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia University Press. 560p.
- FRANCART Loup (2002). *Maitriser la violence*. Paris : Economica. 424p.
- FRERE Marie-Soleil [(Dir.) (2005)]. *Afrique centrale, médias et conflits, Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*. Bruxelles : Éditions GRIP.
- GILL Peter, PHYTHIAN Mark (2018). *Intelligence in an Insecure World*. Cambridge : Polity Press. 358p.
- LACAM Jean-Patrice (1988). Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques. In *Revue française de science politique*, 38e année, n°1, 23-47.

- LACROIX Jean-Pierre (2019). Avant-propos. *Manuel du renseignement militaire dans les opérations de maintien de la paix*. New-York City : Publications de l'ONU.
- ONU (2019). *Manuel du renseignement militaire dans les opérations de maintien de la paix*.
- QUERE Louis (2000). Au juste, qu'est-ce que l'information ? In *Réseaux*, volume 18, n° 100, 331-357.
- ROUX André (2008). Intelligence and peacekeeping – are we winning? *Conflit Trends*, n° 3, 18-25.
- SAMAA Soliman (2024). Le rôle de l'Alerte Précoce dans la Prévention des Conflits. In *Sécurité Nationale et Stratégie*, n° 4, 47-55.
- SHARP Gene (2009). *La force sans la violence*. Paris : L'Harmattan. 98p.
- TCHAKHOTINE Serge (1968). *Le viol des foules par la propagande politique*. Paris : Gallimard. 704p.
- TSHIONZA MATA Georges, MAKULO TOYTELY Charlotte (2015). *Alerte précoce et prévention des conflits*. Kinshasa : PREGESCO. 71 p.
- UA (2002). *Protocole relatif à la création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine Durban*. Addis Ababa.
- (2019). *Projet de politique de l'union africaine sur les opérations de soutien à la paix*. Addis Ababa.
 - (2023). *Guide des procédures, des pratiques et des traditions du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine*. Addis Ababa.
- VALEYRE Bertrand (2010). Gagner les cœurs et les esprits. In *Cahier de La Recherche Doctrinale*. 119 p.
- VILLAR Constanze (2006). *Le discours diplomatique*. Paris : L'Harmattan



Revue Africaine de Communication

La **Revue Africaine de Communication (RAC)**, qui s'adresse, entre autres, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, l'analyse du discours, le management, le marketing et la culture dans sa diversité. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication, en particulier, le progrès scientifique, en général, est évident.

Ce numéro spécial de la **Revue Africaine de Communication** se donne, entre autres, pour objectif de réfléchir sur la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyens.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

